

Communiqué de la FGF-FO

Communiqué de soutien au rassemblement du 2 avril, contre les fermetures de classes

La Loi de finances pour 2025 impose une austérité drastique pour la Fonction publique. Les milliers de fermetures de classes en sont un exemple frappant.

Une véritable saignée va considérablement dégrader les conditions d'enseignement à la rentrée 2025, si elle n'est pas stoppée.

Dans de nombreux départements, des parents d'élèves, des personnels, des élus, des représentants de la FCPE et de la FNEC-FP-FO s'organisent contre ces mesures. Les occupations d'écoles, blocages, rassemblement et grèves ont déjà contraint le ministère de l'éducation nationale à annuler des fermetures. Désormais, la prochaine étape de ce combat sera le rassemblement de centaines de délégués venus de toute la France, le 2 avril à 14H00, place Jacques Bainville (métro Solférino).

La FGF-FO apporte tout son soutien à cette initiative.

Tarn

Communiqué FNEC FP-FO / FCPE

CARTE SCOLAIRE : ne lâchons rien et faisons-les céder !

Après la mobilisation sans précédent dans le Tarn des écoles avec les parents, les enseignants et les élus dans l'unité, après le rassemblement devant le Ministère le 15 mars et l'audience au Ministère le 17 mars à l'appel du comité de l'Yonne soutenu par la FNEC FP FO 81, la FSU 81, SUD Education 81, le SE-UNSA 81 et la FCPE 81, la dotation départementale tant pour le 1er degré que dans le 2nd degré reste largement en deçà des besoins. Le compte n'y est pas !

La FNEC FP FO 81 et la FCPE 81 partagent le constat que plus de 5000 classes ont été supprimées alors que le Ministère avait annoncé l'annulation de la suppression des 4000 postes ; que les victoires des écoles mobilisées ne sont pour autant pas suffisantes

car elles se sont faites dans le cadre d'une dotation contrainte et, de fait, au détriment de postes nécessaires comme, concernant notre département, les postes de remplaçants.

Il y a urgence à doter immédiatement tous les départements de dotation permettant de répondre à tous les besoins des départements ! Le comité national de défense de l'Ecole dans lequel le comité tarnais s'est inscrit a lancé un appel :

« Pour nos postes, nos classes, et toutes nos revendications, pour faire reculer la ministre, nous allons multiplier les liens entre parents et personnels, élargir notre réseau et nous coordonner encore plus. Le Comité interdépartemental des écoles et établissements mobilisés appelle les personnels et les parents d'élèves à multiplier les réunions, à se coordonner sous toutes les formes possibles (par exemple sous la forme de comités départementaux), avec les syndicats qui le voudront, et à discuter :

*- Du blocage par la grève et les occupations d'écoles à partir du 1er avril : fermons nos écoles, nos établissements et services et organisons le rapport de force !
- De la montée au ministère le 2 avril de centaines de délégués venus de toute la France pour exiger de la ministre qu'elle lâche sur toutes les revendications ! »*

La FNEC FP FO 81 et la FCPE 81 soutiennent cet appel et alertent tous les établissements. Des écoles tarnaises comme partout ailleurs n'acceptent pas leur sort et restent mobilisées. Mais aux vues des annonces sur les économies de guerre, les établissements sont tous menacés d'une mesure de carte scolaire et d'une dégradation des conditions d'enseignement ne serait-ce que sur la question du remplacement.

C'est pourquoi la FNEC FP FO 81 et la FCPE 81 appellent les écoles, les collèges et les lycées à se saisir de l'appel du comité :

- en décidant de toutes initiatives dans les établissements le mardi 1er avril (grève, organisation des écoles, collèges et lycées « morts », rassemblement ...) ;

- rassemblement devant le Ministère le mercredi 2 avril.

La FNEC FP FO 81 et la FCPE 81 appellent les écoles à se réunir le 1er avril pour établir leurs revendications que la délégation de parents et enseignants ira déposer au Ministère le 2 avril. Comme l'a indiqué un parent : l'Éducation Nationale fonctionne avec nos impôts. Aussi, ces postes supprimés sont les nôtres : **RENDEZ-LES NOUS TOUS !**

Côte-d'Or



Seine-Saint-Denis

Non aux 5000 suppressions de classes, rassemblement au ministère le 2 avril à 14h !

Si certains avaient encore un doute sur le lien entre manque de moyens et souffrance au travail, le récent budget va mettre les pendules à l'heure. Bientôt nous subirons de plein fouet les conséquences de la mise en œuvre du budget du premier ministre Bayrou et le basculement en économie de guerre.

Dans le 1er degré, les 670 suppressions de postes d'enseignants (en prenant en compte les 200 postes réservés aux dispositifs issus de l'Acte 2 de l'École inclusive et notamment les pôles d'appui à la scolarité) ont provoqué plus de 5000 fermetures de classes.

Pour le 1er degré en Seine-Saint-Denis, ce sont 273 fermetures de postes qui ont été enregistrées, ainsi que la fusion des brigades de remplacement laissant craindre le pire pour l'avenir des formations en éducation prioritaire et en inventant un nouveau saupoudrage pour les postes de remplaçants.

Dans notre département, les personnels et les parents manifestent également pour dénoncer

les redéploiements et suppressions de postes d'infirmières, d'assistantes sociales. Ils ont raison !

Dans ce contexte, après un premier rassemblement au ministère samedi 15 mars, le comité national de liaison des départements réunissant des parents, des personnels, des élus, des représentants de la FCPE, de la FNEC FP-FO de 21 départements indique dans son appel du 19 mars :

« Pour nos postes, nos classes, et toutes nos revendications, pour faire reculer la ministre, nous allons multiplier les liens entre parents et personnels, élargir notre réseau et nous coordonner encore plus. Le Comité interdépartemental des écoles et établissements mobilisés appelle les personnels et les parents d'élèves à multiplier les réunions, à se coordonner sous toutes les formes possibles (par exemple sous la forme de comités départementaux), avec les syndicats qui le voudront, et à discuter :

- Du blocage par la grève et les occupations d'écoles **à partir** du 1er avril : fermons nos écoles, nos établissements et services et organisons le rapport de force !
- De la montée au ministère le 2 avril de centaines de délégués venus de toute la France pour exiger de la ministre qu'elle lâche sur toutes les revendications

Le Snudi FO 93 soutient cette mobilisation et appelle les collègues au rassemblement du mercredi 2 avril à 14h devant le ministère. (Métro Solférino)

Rhône

A l'appel du comité national de liaison des départements, des enseignants, parents d'élèves et élus locaux de plusieurs départements se rendront au ministère mercredi 2 avril pour exiger l'annulation des 5000 fermetures de classes du budget Bayrou et l'annulation des pertes d'heures dans les collèges et lycées !

Une délégation du Rhône, d'enseignants et parents issus d'écoles touchées par une fermeture de classe, participera au rassemblement mercredi 2 avril au ministère !

Gard

Dans tous le pays, de nombreux citoyens refusent l'austérité du budget Bayrou qui provoque 5 000 fermetures de classe.

C'est un comble, en 2025, on privilégie l'économie de guerre au lieu des services publics : quand 60 milliards d'euros sont consacrés à l'Education, c'est 90 milliards qui sont dévolus à l'armement !

La baisse de la démographie est le pâle prétexte choisi pour fermer des postes ; mais comment, dans le Gard, 850 élèves de moins peuvent-ils provoquer 62 fermetures de classes ?

Oser cela alors que la situation dans les écoles explose, pour de multiples raisons : le manque de moyens, le mépris inculqué par les gouvernants, les enfants difficiles et peu enclins aux apprentissages, l'Inclusion systématique des élèves porteurs de handicap parfois lourds... Les enseignants sont seuls pour gérer les difficultés, sans compter les charges administratives impératives. Les Aesh sont confrontées à des situations ingérables, car elles s'occupent bien souvent d'élèves qui ont besoin d'un réseau adapté de professionnels.

Mais le Dasen le dit, pour l'école de Redessan, par exemple : "en fermant une classe, la moyenne d'élèves passe de 25,3 à 25,8, c'est pareil, donc cela justifie la fermeture". Pourtant, une classe en moins, non ce n'est pas pareil ! On ne peut remplacer des individualités par des chiffres !

Alors, dans le Gard, même si le CDEN a acté les fermetures de classes au mépris de la démocratie (26 votes CONTRE, 3 abstentions), des écoles continuent de faire entendre leur refus de telles décisions.

Elles s'inscrivent dans le mouvement national de défense de l'école, qui a des ramifications dans de nombreux départements, et qui, après une montée au Ministère pour demander des postes le 15 mars dernier a constitué un appel

à "discuter du **blocage par la grève et les occupations d'écoles à partir du 1er avril.**"

Il propose : "Fermons nos écoles, nos établissements et services et organisons le rapport de force !"

Mercredi 2 avril, des délégations de toute la France sont attendues pour une manifestation au Ministère, où seront portées les revendications.

Dans l'attente, le comité national s'est adressé à la Ministre, vous en trouverez le courrier en PJ.

Les écoles de Redessan, Aramon, et Boisset-et-Gaujac vont faire parvenir leur refus de fermeture au ministère.

Ne nous laissons pas faire ! Rappelons que l'école qui a gagné l'annulation de sa fermeture, celle de Branoux-les-Taillades, avait organisé une manifestation avec pancartes, et une délégation devant le CDEN : seule la lutte paie !

Refusons une école en mode dégradé ! Revendiquons le meilleur pour les enfants qui sont l'avenir du pays!

Nous vous encourageons à discuter pour vous saisir de cette mobilisation nationale, qui ne demande qu'à résonner dans notre département !